



Mettre en échec les provocations de la droite

Dès le lendemain des municipales, le nouveau maire RPR de Levallois, Patrick Balkany, a multiplié les initiatives pour «nettoyer» sa ville : square Salvador Allende débaptisé, panneaux d'affichage libre supprimés, subventions aux associations sportives modifiées, trente policiers municipaux baptisés «Levallois-sécurité» recrutés... Fin juillet, un nouveau pas est franchi : Balkany veut récupérer la Bourse du travail et en déloger les syndicats pour le 1^{er} août. Les menaces ne suffisant pas, un commando est envoyé sur place dans la nuit du 2 au 3 août, sous protection des policiers municipaux, pour déloger le gardien et deux militants CGT qui occupaient les locaux.

Cette attaque contre les organisations syndicales tient bien évidemment à l'antagonisme de classe de la droite par rapport au mouvement ouvrier : «Plus question de loger l'adversaire». Plus précisément, à Levallois est implantée une importante usine Citroën et la Bourse du travail est le lieu de réunion des syndicalistes CGT de cette entreprise où ils ont réussi à supplanter le syndicat maison CSL. Qui plus est, Citroën envisage la fermeture de cette usine dans la prochaine année et la spéculation immobilière compte récupérer les terrains situés en bord de Seine et desservis par une station de métro. D'ailleurs, la nouvelle municipalité de droite vient de modifier le plan d'occupation des sols en prévision d'une telle hypothèse. Attaquer le mouvement syndical, c'est tenter de faire passer cette opération en douceur.

«Je suis un pur produit du RPR, un chiraquien pur jus» précise Balkany qui met ainsi en œuvre le mot d'ordre de la droite aux dernières municipales : «Ville après ville, regagnons la France». Car ce qui se passe à Levallois n'a rien d'isolé. Les dernières semaines ont amené de nombreuses informations sur les coups que portent les nouvelles municipalités de droite au mouvement ouvrier et associatif, aux intérêts des travailleurs : attaques des maisons de la culture comme à Nantes, Brest, Poissy, Tourcoing ; suppression ou réduction des subventions aux associations à Suresnes, Avignon ; licenciement d'employés municipaux à Nîmes, à Taverny ; fermeture du Centre de santé à St Etienne ou licenciement des médecins salariés pour les remplacer par des vacataires du secteur privé.

De telles attaques appellent une riposte de l'ensemble des forces du mouvement ouvrier et populaire. Le 4 août, à Levallois, les militants de l'ensemble des organisations syndicales, du PCF, du PS, de la LCR, du PCML, de nombreuses organisations du mouvement associatif, manifestaient ensemble à l'appel de la CGT et de la CFDT. L'unité la plus large de toutes les organisations du mouvement ouvrier et populaire, qui a trop souvent été insuffisante lors des municipales, est une condition indispensable pour mettre en échec les mauvais coups de la droite.

Pierre BAUBY

Larzac :

RASSEMBLEMENT POUR LE GEL NUCLEAIRE 6-7 août 1983

«Nous n'acceptons ni la domination du billet vert ni de l'armée rouge, nous ne vous laisserons plus organiser votre duel atomique par peuples interposés et sur le dos du Tiers Monde. Vous, les gouvernements de l'Europe qui possédez déjà l'arme nucléaire, comme la France, ou qui vous préparez à la fabriquer, vous devez aussi arrêter cette folie». Les quelque dix mille participants d'un rassemblement ayant pour but de lancer «un mouvement indépendant et non-aligné de paix en France» se sont sans doute bien retrouvés dans cette phrase de clôture de P. Burguière, paysan du Larzac. Les points-clés d'un tel mouvement ont été nettement soulignés : refus de choisir un bloc contre l'autre - «qu'elle vienne de l'Ouest comme de l'Est, la guerre pieu autant!» devait s'écrier Emmanuel Maffre Baugé ; solidarité avec le Tiers Monde contre la guerre et la course aux armements, le pillage impérialiste ; relations étroites avec les mouvements de paix ouest et est-européens ; et aussi remise en cause de l'armement nucléaire français, de sa modernisation ; demande d'un débat national sur ces questions. Enfin, proposition de gel des armes nucléaires partout où il y en a.

De là se pose la question des perspectives d'action en octobre et des relations avec les autres forces s'étant exprimées pour la paix : Appel des 100, Mouvement de la paix. L'affirmation des spécificités de chacun induit-elle nécessairement des actions dissociées, voire opposées, comme certains intervenants l'ont affirmé ? Pour beaucoup de ceux qui ont agi ces derniers temps pour la paix, c'est tout l'inverse.

De nombreuses questions en débat au Larzac (quelle défense pour la France ?, etc.) ont été aussi posées aux États généraux pour la paix au printemps. Un membre du Bureau national du Mouvement de la paix a souligné dans un forum que la plupart des participants à la Fête de la paix le 19 juin pourraient se retrouver dans bien des points de vue avancés au Larzac. Figé les questions, refuser la confrontation des points de vue au cours d'actions communes aboutirait inévitablement à bloquer la réflexion sur la lutte pour la paix en France et à démobiliser un courant aujourd'hui ascendant.

Les visées expansionnistes d'Israël se concrétisent dangereusement en cet été 83. Le redéploiement des forces israéliennes au Liban, que d'aucuns ont voulu faire passer pour un « retrait » partiel, manifeste les objectifs de Begin : partition du Liban et annexion du Sud-Liban, conformément au projet de « Grand Israël » formulé dès 1919 par l'organisation sioniste mondiale. De longue date, les sionistes ont convoité la fertilité du sol et le potentiel d'irrigation du Sud-Liban.

Outre l'annexion du sud de leur pays, les Libanais vivent chaque jour la recrudescence des attentats (50 morts en deux jours à Tripoli et Baalbeck) et des luttes fratricides dans la montagne du Chouf, tandis que les combats continuent dans la Bekaa entre Palestiniens ; et ce, malgré les résolutions du Conseil central de l'OEP début août et le discours de Yasser Arafat, soulignant que les Etats-Unis cherchent à balkaniser la région et à effacer l'OLP de la carte politique de la région.

La responsabilité écrasante des Etats-Unis et de son fer de lance sioniste dans la région apparaît, avec combien de clarté, dans les derniers événements de Cisjordanie occupée. Plusieurs étudiants palestiniens viennent d'être condamnés à deux ans de prison ferme... pour avoir participé à une manifestation de protestation contre la tuerie d'Hébron où sont tombés plusieurs de leurs camarades. Les assassins sionistes, quant à eux, courent toujours, en toute impunité !

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

Emplois : L'HECATOMBE SE POURSUIT

Les annonces de suppression d'emploi s'accroissent. Presque chaque jour des entreprises importantes annoncent des licenciements. Depuis la mi-mars, la CGT a recensé l'annonce de la suppression de 80 000 postes dans l'industrie, le bâtiment et les Travaux publics, dont 38 000 dans la métallurgie, 10 000 dans la chimie, 5 000 dans la construction, 4 000 dans le textile, 3 000 dans le bois-ameublement.

A cette liste impressionnante, dont les 7 371 suppressions d'emploi de Peugeot-Talbot et les 1 500 envisagées chez Citroën, viennent de s'ajouter le 3 août 1 000 emplois chez Colas, un des grands groupes de construction-Travaux publics.

● Au sommaire de *Travailleurs* n°11 (juillet-août 1983), un dossier « Santé-Sécurité sociale », un entretien avec l'Amicale des Algériens en Europe, un « Parlons ensemble » du Tiers Monde avec F. Partant, Gus Massiah et Pierre Bauby, un « voyage » à la CNL, avec l'interview de son secrétaire confédéral, Jean-Pierre Giacomo, des articles sur la SNECMA, le MRJC, l'université de Bir Zeit (Palestine), l'interview du MLKKE (Grèce), sur les rapports USA-Europe, la VI^e Assem-

blée populaire en Chine, etc. L'éditorial : « Il est temps d'explorer ensemble de nouvelles voies ».

● Un groupe de huit militants du Parti communiste marxiste-léniniste, sous la conduite d'un membre du Comité central, séjourne en République populaire de Chine depuis début août, à l'invitation du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois.

Tchad :

HALTE AUX INTERVENTIONS ETRANGERES !

La guerre qui se déroule au Tchad est marquée par la multiplication des interventions étrangères. L'intervention de la Libye est évidente, tant dans l'aide aux troupes de Goukouni Oueddei que directement par les bombardements de Faya-Largeau. Elle a servi de prétexte à un envoi de troupes zairoises auprès d'Hissène Habré et surtout à un important envoi d'armes et de conseillers par l'imperialisme américain et à des manœuvres et intimidations de ses troupes en Egypte et Somalie, de sa flotte en Méditerranée.

Si le gouvernement français a jusqu'ici refusé de faire intervenir directement ses troupes dans le conflit, il n'est pas absent, par ses fournitures d'armes, de la rivalité, pour protéger les importants intérêts français qui existent au Tchad et dans les pays limitrophes.

Le peuple tchadien doit régler lui-même ses affaires. Cela passe par l'arrêt des ingérences et interventions étrangères, celle de la Libye, du Zaïre et des Etats-Unis, mais aussi celle de la France.

Comores :

Escalade dans la répression

Une répression aveugle vient de frapper 70 militants et sympathisants du Front démocratique, parti politique d'opposition patriotique. Ils subissent dans les geôles d'Ahmed Abdallah des sévices, tortures et humiliations. Aucun chef d'inculpation n'est retenu contre eux. Le seul « crime » qu'ils auraient commis est d'avoir usé de la liberté d'expression (pourtant écrite noir sur blanc dans la Constitution) pour protester contre la décision prise par le ministre de l'Intérieur d'interdire la participation des partis politiques d'opposition aux élections des conseillers des îles des 24 et 31 juillet 1983.

Le Front démocratique dénonce les tortures et la répression, exige le respect des libertés démocratiques, notamment le droit à son existence. Il appelle l'opinion internationale à réclamer la libération immédiate des patriotes emprisonnés.

PREPARATION DES ETATS GENERAUX POUR LE DESARMEMENT

Au printemps, se sont tenus dans plusieurs départements et régions des Etats généraux pour le désarmement (cf *Travailleurs* n°10 de juin). D'autres auront lieu à l'automne dans d'autres villes. A la fin de l'année auront lieu les Etats généraux au plan national, dont les modalités et les thèmes seront définis en septembre et doivent permettre la participation de tous les courants de pensée.

D'ores et déjà, afin de disposer des moyens de retenir une salle, Claire Etcherelli, Michel Langignon, le pasteur Claude Lignières, Alain Joxe et Antoine Sanguinetti appellent à collecter des fonds. Versements à Claude Lignières, CCP Paris 7 308-73 H, 17 rue des Petits Hôtels, 75010 Paris.